

## La part du feu ou ce qu'on apprend pour 15 600 €

Le 1<sup>er</sup> juin 2006, cochez bien ce jour sur vos agendas, le CEA de Grenoble et le techno-gratin célèbreront en grande pompe l'inauguration de Minatec, premier pôle européen pour les nanotechnologies. Pour l'occasion, qui coïncidera avec le cinquantenaire du CEA Grenoble, celui-ci a programmé, nous dit-il, *"une semaine d'événements mondiaux"*. Il serait dommage de manquer ces festivités. Fortunément, si La Métro suit les recommandations du rapport PB Joly (*Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies : les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ?*), quinze Grenoblois devraient être conviés environ à la même date à une "conférence de citoyens" pour donner notre avis sur le fait accompli. Si vous êtes insensible à la magie de ces débats platoniques, adressez-vous au *écotechs Verts* de l'Ades et de la fondation Sciences Citoyennes qui *"se félicitent"* d'une même voix des conclusions d'un rapport qu'ils ont largement inspiré. Où la sociologie de l'acceptabilité fusionne avec la science citoyenne pour optimiser le "gouvernance" du système technicien.

Suite aux critiques des opposants aux nanotechnologies, la Métro avait commandé, pour 15600 € HT, un rapport à Pierre-Benoît Joly, spécialiste à l'INRA en "démocratie technicienne" (c'est-à-dire en acceptabilité des OGM), intitulé : *"Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies : les publics grenoblois peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ?"*<sup>1</sup>

Ce texte, remis le 22 septembre 2005, prend acte du rapport de forces entre la contestation et l'autorité scientifico-politique. Il mesure le terrain perdu, ce qu'il n'est plus possible de dire ou de taire, mais indique aussi ce qu'il n'est pas question de lâcher (l'expertocratie), et comment le techno-gratin peut retourner la situation à son avantage en faisant de Grenoble le laboratoire - aussi - des dispositifs d'acceptabilité aux nanotechnologies.

Ainsi n'est-il plus question depuis un an de traiter les contestataires "d'obscurantistes" ; ils ont donné trop de raisons de s'opposer aux nanotechnologies. Désormais, que ce soit dans les publications du CEA (Clefs n°52, été 2005 : *"Le nanomonde, de la science aux applications"*), du CNRS (Journal du CNRS, n°189, octobre 2005 : *"La déferlante nano"*), de l'INPG, ou dans les médias grand public, les titres mettent en balance les *"craintes"* et les *"espoirs"* des nanotechnologies, et il n'est pas de dossier qui ne se termine par de pieuses considérations *"éthiques"* et *"citoyennes"*. On s'inquiète des *"risques"*, de la toxicité des nanoparticules, de la proliférations des RFID, voire de l'eugénisme des nanotechnologues américains. Certains vont jusqu'à évoquer les applications militaires, ainsi cet accord fameux signé entre la Délégation Générale à l'Armement et Minatec<sup>2</sup>, hélas Pierre-Benoît Joly *"n'a pu en savoir plus"*.

Sur ce point comme sur tant d'autres, son rapport répète ce que Pièces et Main d'Œuvre dit gratuitement depuis quatre ans, et à la place de la Métro on aurait quelques raisons de se sentir grugé s'il n'y avait le chapitre final des *"recommandations"*.

**En bref et en clair, PBJ propose d'organiser une "conférence de citoyens"** dans un délai d'un an (pour coïncider avec l'inauguration de Minatec ?). Une sorte de jury, quinze citoyens *"ordinaires"*, sélectionnés par un *"comité de pilotage"* sont censés représenter la citoyenneté locale. A l'occasion de cette conférence, un débat public et contradictoire de deux jours est organisé entre experts. Les citoyens *"ordinaires"* peuvent leur poser des questions. *"Les médias locaux et nationaux seront associés à cette initiative afin d'en assurer une large publicité."* A l'issue de ces débats, les *"citoyens ordinaires"* rédigent eux-mêmes un rapport, en réponse à la question suivante : *"Est-il souhaitable de poursuivre le développement des nanotechnologies à vocation civile ou militaire, à Grenoble ? Si non, quelles autres priorités de recherche, si oui, selon quelles conditions et dans quelles directions ?"*

Question subsidiaire de simples citoyens plus qu'ordinaires : "Si non, rase-t-on Minatec et l'Alliance ?"

### **Suite des recommandations :**

*"Au terme de la conférence de citoyens, rendre immédiatement public l'avis du panel par une conférence de presse puis le mettre à l'ordre du jour d'une séance du Conseil de la Métro dans un délai de deux mois. Ce sera l'occasion pour les élus et l'exécutif de la Métro de faire une réponse publique et écrite au panel, développant la lecture qu'ils font du rapport, leurs points d'accord et de*

<sup>1</sup> voir [www.la-metro.org](http://www.la-metro.org)

<sup>2</sup> voir [www.piecesetmaindoeuvre.com](http://www.piecesetmaindoeuvre.com)

*désaccord et motivant les décisions qu'ils prendront à l'issue de cet exercice."*

On voit que la Métro n'est pas plus contrainte de suivre l'avis des "citoyens ordinaires" que les "recommandations" de PBJ. Le gouvernement s'était promptement assis sur l'avis de la conférence citoyenne sur les OGM tenue à l'Assemblée Nationale en juin 1998, qui avait le malheur de lui déplaire. En revanche, la communication autour de ces débats sans conséquence avait été largement assurée.

Etant donné que les décisions concernant Biopolis, Minatec, NanoBio, etc, ont été prises depuis 2000, nous dit PBJ (ou plutôt *rendues publiques* depuis 2000), on pourrait voir dans cette "conférence citoyenne" une énième opération de com'. Conclusion hâtive, selon PBJ, elle servira à *"enrichir les délibérations"* des élus. Comme les sondages et études d'opinion. C'est-à-dire qu'elle leur servira à présenter sous le jour le plus favorable des projets dont ils connaissent mieux que personne tous les intérêts qu'ils ont de les propulser.

Faut-il noter d'ailleurs qu'il n'y a pas plus de raison de se soumettre aux avis d'un "panel" de citoyens qu'aux décisions d'une poignée d'élus, petits despotes de proximité qui, tels les Paul Jargot, Jean-Claude Paturel, François Brottes, s'arrogent le pouvoir de transformer en 30 ans un village avenant (Crolles) en combinat électronique.

**Etalons jusqu'au bout notre mauvaise volonté et notre esprit négatif.** Fussions-nous les derniers à le faire, seuls contre l'unanimité citoyenne et démocratique, nous refuserions le tatouage électronique, le pouvoir des puces, ou plutôt des fabricants de puces, les Organismes Atomiquement Modifiés (OAM), la technification des corps et du monde ; et donc nous refuserions Minatec et le développement des nanotechnologies, à vocation civile ET militaire.

Cet extrémisme n'étonnera que ceux qui peuvent sans honte ni colère porter une "carte d'identité", et voir leur ville transformée en Alphaville.

Nous disons, nous, que nous n'avons nul besoin d'experts ni d'expertise supplémentaire pour savoir quoi penser de l'essor des nanotechnologies, après ceux des biotechnologies, du nucléaire, de la chimie et plus généralement de la vie industrialisée assistée par ordinateur.

Nous sommes experts. Les victimes de l'amiante sont des experts de l'industrie de l'amiante. Les rescapés des camps et des massacres ethniques sont des experts de l'encartage des populations. Les malades du cancer sont des experts de la société industrielle et des "maladies de civilisation". Nous, techno-serfs, sommes des experts des technologies parce que nous savons ce qu'elles ont fait à nos

villes et à nos vies, et nous n'avons nul besoin de connaître le fonctionnement d'une centrale nucléaire pour savoir ce qu'elle implique de contrôle sécuritaire, de morts en cas d'explosion, de déchets radioactifs et de dépendance quotidienne à la machine.

Nous sommes experts en nanotechnologies parce que sous le préfixe nano, il n'est question que de maximiser le pouvoir technicien que nous subissons déjà : nanotechnologies, maxiservitude.

Nous sommes experts parce que les nanotechnologies, alias "technologies convergentes", apogée et couronnement du système technicien, sont tout d'abord un projet de société qui, de l'aveu même de ses promoteurs, vise à *"révolutionner notre vie quotidienne"* – avec la permission de qui, SVP ? Or, selon les constitutions qui ont régi ce pays depuis 1871, tout citoyen est réputé compétent pour les affaires de la cité, qu'il sache lire ou non. Si nos technarques pensent autrement, qu'ils suppriment le suffrage universel pour réserver le droit de vote aux citoyens extraordinaires, les bac + 4, 6, 8, etc.

De fait, c'est dans cette pensée qu'ils agissent. Du moment qu'une poignée de technarques, patrons du CEA, de la Métro, de l'INPG, du Conseil général, de l'UJF, de la mairie, de STMico, de la CCI, de quelques entreprises et centres de recherches s'accordent sur un projet, le reste n'est qu'affaire de communication : comment faire gober la chose aux "citoyens ordinaires", comme dit PB Joly.

**Avez-vous remarqué ?** On nous propose en 2005 et en 2006 des débats consultatifs sur Minatec et les nanosciences, des projets initiés en 1998, pour être lancés officiellement en 2000. Mais ni les collectivités locales, ni les écotechniciens de l'Ades et de la Frapna ne nous convient à débattre du nouveau plan de Jean Therme, directeur du CEA et du techno-gratin. Cela fait pourtant trois ans que des réunions quasi-clandestines rassemblent chefs d'entreprises, de laboratoires, de centres de recherche et d'exécutifs politiques pour fomenter le "Sillon alpin", ce projet de "continuité urbaine" de Genève à Grenoble, Lyon et Valence. Qui, de Savoie ou du Dauphiné, s'il était consulté, accepterait de vivre dans une technopole de 200 km de long ? C'est bien pourquoi l'on ne nous consulte pas. Nous apprendrons prochainement par une campagne de communication que nous sommes les heureux habitants d'une nouvelle entité économique-administrative. Comment l'appelleront-ils ? Mystère et surprise. Ce n'est tout de même pas d'un cerveau ordinaire que peut surgir le nom d'"Inovalée", lisse et moderne comme une table en formica achetée au Prisunic, pour remplacer le vieux nom de Grésivaudan, rugueux et passéiste comme un terroir de noyers. Puis devant le

désarroi et la révolte des habitants reviendra un petit monsieur Pierre-Benoît Joly quelconque, avec sa petite valise pleine d'outils et de dispositifs d'acceptabilité. "Conférences de citoyens clé en main, jurys de citoyens, ateliers-scénarios, Evaluation Technologique Interactive (ETI), sondages délibératifs", etc.

**Les écotechniciens de l'Ades (Association Démocratie, Ecologie, Solidarité)** qui feignent de murmurer contre le système, réclament en fait leur intégration dans le cercle des décideurs ; d'où leur fameux double langage qui les fait mépriser de tout le monde. Aux citoyens extraordinaires, ils prétendent tenir le langage des "gens". Aux citoyens ordinaires, celui de la raison technicienne. Réfléchissons. Avons-nous jamais entendu Raymond Avrillier, Vincent Comparat, Fristot, Kuntz, Garnier, sans parler d'ectoplasmes comme Cantèle, critiquer le principe même de Minatec et des "technologies convergentes" ? Nous ont-ils mis en garde, ces écolo-citoyens, contre le technototalitarisme ? Nous ont-ils même alertés contre les RFID, les applications militaro-policières des nanos ? Au contraire, ils les ont niées dans un article où ils faisaient l'apologie de Minatec<sup>3</sup>. Nous ont-ils au moins informés des risques sanitaires et environnementaux des nanotechnologies ? Pas même. Quelques simples citoyens réunis autour de Pièces et Main d'œuvre ont accompli cette tâche. Ont-ils, enfin, dénoncé les conséquences sociales (logement, trafic, urbanisme) de l'afflux d'ingénieurs et cadres à hauts revenus dans la cuvette grenobloise ? Si peu, si tard. En cinq ans, ni eux ni les limaçons de la LCR n'ont rien trouvé à dire sur toutes ces calamités. Quels griefs ont donc suscité l'ombrageuse "vigilance" des écotechs de l'Ades quant au principal projet du techno-gratin ? Voici, en grattant les fonds de tiroir, ceux qu'ils prétendent avoir exprimés "en interne", entre citoyens extraordinaires, à la Métro :

---

<sup>3</sup> "Minatec (...) Les recherches effectuées ne sont pas pilotées par des intérêts militaires (même si elles peuvent avoir des implications militaires) et ne posent pas à priori de problèmes d'éthique importants. Elles visent à assurer à Grenoble une position de leader sur les développements futurs dans les micro et nanotechnologies.(...) C'est la poursuite du modèle de développement grenoblois qui a été une réussite par le passé, et qui avait tendance à s'essouffler à cause d'une concurrence beaucoup plus forte d'autres pôles universitaires et de recherche. C'est aussi la poursuite du modèle qui associe recherche, formation et transfert vers l'industrie. De ce point de vue les collectivités, conseil général, Métro et Ville de Grenoble, se devaient de soutenir fermement cette initiative." (Le Rouge et le Vert n°84, fév/mars 2002)

- "Les risques de "mono-industrie : la concentration sur les projets nanotechnologie conduit à "délaisser des pans entiers de recherche fondamentales et appliquées",

- Ces investissements reposent sur certains postulats non fondés, notamment le ruissellement des actions high tech dans le reste du tissu économique (quid des pme, notamment dans les industries traditionnelles)

- La question de la diversité dans les recherches : quel est le devenir de secteurs entiers de la recherche qui, bien que de très bon niveau, ne sont pas directement branchés sur les nanos et les biotechnologies ?" Etc. (cf. PB Joly, rapport cité)

**De quoi s'agit-il ?** De critiques économiques par les consultants de l'Ades, heureusement complétées de lancinantes requêtes de "débat". En octobre 2005 encore, le seul reproche que Gilles Kuntz, élu Ades de l'IMAG, trouve à faire à "Minatec, Alliance, NanoBio et autres Biopolis", c'est qu'ils "ne suffisent pas à répondre aux besoins d'emploi à Grenoble..."<sup>4</sup> En somme si la production de RFID et autres mouchards électroniques résorbait le chômage dans la cuvette, les écotechs applaudiraient à ces projets.

Ce sont eux qui ont inspiré à Migaud son talk show "Sciences et démocratie" pour lequel ils ont voté avec enthousiasme un budget de 100 000 €. C'est avec le même enthousiasme qu'ils ont claironné la publication du rapport de PBJ, allant jusqu'à le poster sur leur site ([www.ades-grenoble.org](http://www.ades-grenoble.org)) "Ce document est critique sur la manière dont les prises de décisions ont été faites à la Métro, ce dont nous nous félicitons." En vérité, ils peuvent. Entre l'équipe réunie autour de Joly pour réaliser ce rapport et l'équipe dirigeant l'Ades, il y a quasi-équivalence : recherche, sciences sociales, dadas "citoyens" et "participatifs", même charablable et fétichisme du "Débat". Il ne manque même pas dans l'équipe de PB Joly, deux représentants parisiens de la "Fondation Sciences Citoyennes", un tentacule Vert ; mais on pourrait aussi bien imaginer deux chercheurs de l'Ades (Jacquier, Fristot) rédiger avec Pierre-Benoît Joly un rapport titré : "Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies. Les publics toulousains peuvent-ils participer aux choix scientifiques et techniques ?" Aussi bien, Raymond Avrillier et Vincent Comparat n'ont pas manqué leur audition devant sa commission d'enquête. N'était-ce pas l'occasion de reprendre la main ? De récupérer une contestation qu'ils n'ont pas initiée, qu'ils ont ignorée, occultée de leur mieux quatre ans durant, et qu'ils espèrent bien reformater maintenant, à

---

<sup>4</sup> Les Nouvelles de Grenoble, oct 2005

deux ans des élections municipales, aux dimensions de leur alliance électorale avec le PS ?

**On ne peut imaginer que les économistes et ingénieurs de l'Ades soient étourdis ou incompetents** au point de n'avoir pas vu "partir le coup" sur Biopolis, Minatec, Nanotec 300, NanoBio, Minalogic, comme ils le serinent depuis quatre ans, et encore dans le rapport de PB Joly. Et quand bien même, ce n'est pas faute de les avoir alertés maintes fois.

Si l'Ades a choisi d'épargner le principal projet techno-économique de sa majorité, c'est pour préserver ses accords électoraux avec le PS, GO, le PC et les radicaux. Il est plus facile de réclamer un stade moins grand, moins cher et mieux placé (chez les voisins) – surtout après un soulèvement de l'opinion – que de batailler contre la pièce principale du programme de la Gauche plurielle.

Ainsi l'Ades sauve-t-elle sa base électorale – comme l'a montré l'élection d'Olivier Bertrand sur le canton du stade – nécessaire à l'alliance avec le PS pour les futurs seconds tours. En retour et pour ne pas désespérer complètement cet électorat Vert, les techno-socialistes (Vallini, Migaud, Destot) reportent à une prochaine mandature le tunnel sous la Bastille.

Les Verts réduisent tous les enjeux à l'opposition entre la gauche techno (Destot) et la droite mafieuse (Carignon). Mais la gauche techno est aussi mafieuse – elle faisait partie du pacte de corruption de l'Isère que les juges d'instruction, faute de moyens, n'ont jamais pu explorer à fond<sup>5</sup> – et cette droite mafieuse est aussi techno – comme le prouve l'inauguration du Synchrotron sous Carignon et aujourd'hui la présence aux côtés de ce dernier de Marie Favrot, responsable de NanoBio, vice-présidente de l'UMP départementale.

**Dans les deux cas Jean Therme reste le vrai patron de la cuvette.** Les RFID, la vidéosurveillance, le fichage génétique, les passeports biométriques, la course à la croissance, la "Silicon Valley à la française" ne sont ni de droite ni de gauche. Ce que nos chercheurs progressistes mettent au point dans leurs laboratoires nous menace bien plus que les gros

<sup>5</sup> "Alain Carignon a mis en place dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, avec l'aide de Guy Névache, un système diabolique de financement occulte qui touche toutes les formations politiques de l'agglomération. [...] 60% pour Alain Carignon et ses amis du RPR et de l'UDF, 25% pour le groupe PC à répartir entre les communes d'Echirolles, Fontaine, Saint-Martin d'Hères et Pont-de-Claix, et enfin 15% pour les communes socialistes...notamment Eybens, Gières, Poisat, Saint-Egrève." (Le Monde, 9 janvier 1995)

bras de la police et de l'extrême-droite. Lesquels, de toute façon, sauront tirer le meilleur parti des "dernières avancées technologiques".

Grenoble, le 5 novembre 2005  
**Simple Citoyens**

**Extraits du rapport "Démocratie locale et maîtrise sociale des nanotechnologies"**

*"Nos sociétés ont appris que l'on ne règle pas l'ensemble des problèmes sociaux avec plus de technique, que les nouvelles connaissances créent de nouvelles incertitudes, que les innovations techniques génèrent de nouveaux risques en même temps qu'elles sont source de gains de productivité et que les techniques transforment le monde social."*

*"Nous ne revendiquons donc pas une position de neutralité mais au contraire un engagement en faveur de la démocratisation des choix scientifiques et techniques qui nous a conduits à accepter cette mission."*

La "démocratisation", c'est le nom de code pour l'acceptabilité des choix scientifiques et techniques faits en amont par le techno-gratin.

*"Le canular lancé par PMO sur la carte Lybertis (un "4 pages" distribué à 20 000 exemplaires dans les boîtes aux lettres grenobloises) vante ainsi les mérites de la soi-disant nouvelle carte d'identité électronique :*

*"Dans le cadre de la politique française et européenne de lutte contre la criminalité l'immigration clandestine et la fraude documentaire, l'Isère a été choisie comme site pilote pour tester la future carte unique électronique." Comme l'indique Le Canard Enchaîné du 15 juin 2005, les limites entre ce canular et la réalité sont ténues (voir les texte du Gixel - le lobby des industries françaises de l'électronique- [www.gixel.fr](http://www.gixel.fr))".*

Non seulement PB Joly joue les délateurs, mais il est mal renseigné : PMO a démenti, notamment dans le Daubé, être l'auteur de ce canular.

*"Ces critiques radicales de PMO font écho aux préoccupations de certains acteurs de milieux politique et académique."*

On reconnaît la désinformation du Centre de culture scientifique, technique et industrielle et de l'Ades. C'est en effet l'inverse : certains acteurs des milieux politique et académique se sont fait l'écho des critiques radicales de PMO.

*"C'est en effet la première fois qu'est posée aussi explicitement la question de la démocratisation des choix scientifiques à l'échelle locale."*

PB Joly n'a jamais entendu parler du Comité Malville et de Superphénix.

*"Le lancement des différents projets a été décidé entre 2000 et 2003."*

Les projets ont été rendus publics entre 2000 et 2003, donc décidés bien avant, au sein du techno-gratin.

*"L'utilisation de nano-particules renvoie au problème plus général de l'émission de particules ultra-fines. D'après le Plan National Santé-Environnement, l'émission de particules ultra-fines liées notamment à l'utilisation de véhicules diesel serait responsable de 20 000 morts par an en France."*

*"Décision fondatrice de la fin des années 1990, les responsables du CEA/Léti choisissent de miser sur les nanotechnologies pour se situer favorablement dans la course internationale des semi-conducteurs."*

Une fois que les responsables du CEA-Léti ont choisi, dans les années 1990, les élus suivent, dans les années 2000.

*"Cette trajectoire est cumulative car les choix antérieurs créent des opportunités nouvelles qui renforcent la spécialisation de Grenoble dans les nanotechnologies et qui excluent d'autres possibles. En même temps, les connexions entre le semi-conducteurs et d'autres domaines (biologique, logiciel) constituent un moyen de sortir Grenoble de la mono-industrie."*

PB Joly découvre l'effet boule de neige.

*"Une telle organisation place le CEA/Léti au cœur du système car, dans l'espace grenoblois, c'est lui qui dispose des compétences de gestion des grands instruments."*

Une telle organisation fait de Jean Therme le vrai patron de la cuvette.

*"Une étude du CEA pour le Ministère de la Défense donne le ton. Au chapitre des recommandations globales, on peut lire : "Cela requiert de former les chercheurs à la propriété industrielle pour qu'ils acquièrent comme réflexe de penser "brevets" avant de penser*

*"publications". Le dépôt de brevets doit évidemment être valorisé au niveau de l'évaluation des chercheurs". "Une communication claire, objective et pragmatique devra aussi être développée pour faire accepter les nanotechnologies aussi bien par les industriels que le grand public"."*

PB Joly recommande à La Métro une communication claire, objective et pragmatique.

*"Cette capacité de réaction unique résulterait des caractéristiques du "système grenoblois" : le choix du développement par les "high tech" est ancien et profondément ancré dans la culture de l'élite grenobloise ; les élites politiques, économiques et académiques fonctionnent en réseau informel, avec divers et multiples lieux d'échange et de rencontre (sans qu'il soit d'ailleurs aisé d'en avoir une approche globale)."*

PB Joly découvre le techno-gratin.

*"Comme l'a indiqué l'une des personnalités auditionnées, il ne faudrait pas que d'éventuels comités d'éthique (par exemple sur Nanobio) freinent les projets technologiques car nos concurrents, notamment dans les pays émergents, ne s'embarrassent pas de conditions éthiques ou démocratiques."*

Il faut choisir : la guerre économique ou la démocratie. Nos technarques ont choisi.

*"A partir de 2004, le débat s'est polarisé et s'est installé dans l'espace public, autour des initiatives de PMO. Mais avant que le débat ne soit public, des critiques de ces projets avaient été émises dans les structures décisionnelles, notamment au sein du Conseil de La Métro."*

Désinformation de l'Ades. A partir d'octobre 2001 de Simples Citoyens ont lancé le débat publiquement, bien avant que se chuchote quelque réticence au sein du Conseil de la Métro.

*"Potentiellement, la société civile peut être associée aux débats sur les priorités de recherche et, dans certains cas, les associations peuvent se constituer en partenaires. En pratique, cela ne sera pas simple. Pour Nanobio, la discussion récurrente sur la création d'un comité d'éthique illustre les réserves des porteurs du projet."*

Ça tombe bien, nous n'avons rien à débattre avec les porteurs du projet Nanobio, nous voulons juste l'arrêt des nanobiotechnologies.

*"Dans le cadre de cette mission, nous n'avons pu obtenir d'informations détaillées sur les liens entre recherche militaire et recherche civile. Il est nécessaire que les collectivités demandent plus d'information au CEA sur ces points."*

Domage, pour une fois que PB Joly aurait pu se rendre utile.

*"Par rapport aux autres grands pays industrialisés, le débat français sur les nanotechnologies accuse un sérieux retard. Face à ce déficit, Grenoble, métropole des nanotechnologies, est investie d'une responsabilité importante et doit être un lieu exemplaire pour le débat et la participation du public."*

Un bon coup à jouer pour la com' des élus locaux et pour la carrière de PB Joly dans la "démocratie technicienne".

Le débat public : *"Les représentants politiques peuvent en tenir compte car ils sont en mesure d'y trouver des informations précieuses, voire de bonnes idées. Mais il n'y a aucune obligation de prise en compte."*

On ne saurait mieux dire.

*" Conférences de citoyens*

*Un panel d'une quinzaine de citoyens "ordinaires" reçoit une formation pendant 2 week-ends. Ensuite, avec l'aide du comité de pilotage, il organise un débat public de 2 jours au cours duquel des experts sont conviés pour participer à des débats contradictoires. Au terme de ces deux jours, il rédige un rapport et formule des recommandations à l'attention du commanditaire.*

*Exemples : Conférence de citoyens sur les OGM en France (1998) Nanojury en Grande Bretagne (2005), "Consensus Conference" sur les nanotechnologies à Madison (USA) Voir : (Bourg et Boy 2005)."*

*"La comparaison de ces dispositifs nous conduit à recommander l'organisation d'une Conférence de citoyens sur les nanotechnologies à Grenoble."*

*"Au Danemark, le Danish Board of Technology (DBT) est créé en 1985. (...) L'un des objectifs du DBT était de réduire le décalage entre les "experts, les responsables politiques et la population générale". Pour ce faire, il fallait concevoir des méthodes à même de prendre en compte les préoccupations, l'expérience quotidienne et les visions des citoyens, en même temps que les compétences des experts, tout en tenant compte des contraintes propres aux politiques. En 1987, le DBT inventa le modèle des conférences de consensus. En réalité, plutôt qu'une invention, il s'agissait de l'adaptation du modèle bien connu de la conférence médicale de consensus (Broclain 1994). La différence, on le sait, réside dans le rôle central joué par un panel d'une quinzaine de "citoyens ordinaires" ("lay people") à qui sont délégués le choix des thèmes de la conférence, le*

*choix des experts et la préparation des conclusions et des recommandations. Depuis lors, les conférences de consensus sont régulièrement utilisées au Danemark (une ou deux conférences par an en moyenne) ; le modèle s'exporte bien puisque seize pays différents l'ont utilisé au moins une fois.*

*En France, les initiatives les plus visibles sont la conférence sur les OGM en 1998, sur le changement climatique en 2001 et sur les boues des stations d'épuration en 2004. D'autres initiatives de conférences de consensus, moins médiatisées, ont également été prises, par exemple : sur les transports en commun par la RATP en 2000, sur les cellules souches organisée par l'AFM en 2003, sur l'implantation d'un incinérateur par la Mairie de St Brieux en 2004,... En 2005, une Conférence de citoyens était également organisée en Isère pour débattre des projets d'aménagement des berges du Drac."*

*" Projet européen "Nano Dialogue : favoriser le dialogue sur les nanotechnologies et les nanosciences à l'échelon européen", 6e Programme cadre, mars 2005 – février 2007*

*Ce projet de promotion du dialogue sur les nanosciences et les nanotechnologies associe huit centres de science dont le CCSTI de Grenoble, ECSITE (le réseau européen des centres et des musées de sciences) ainsi que le Center for the Study of Democracy de l'Université de Westminster, qui dispose d'une expérience importante dans le domaine de l'évaluation participative. (...) Un site web sera mis en place afin de diffuser l'information de collecter les réactions du public. Des thématiques proches de la vie quotidienne comme la santé, les nouveaux matériaux et l'environnement seront abordées.*

*Une fois conçue, l'exposition sera montrée durant une période d'environ six mois à partir de février 2006 dans les huit pays participants. Autour de l'exposition, des événements comprenant des démonstrations et des débats seront organisés afin d'associer les citoyens à la démarche."*

*"Nous prenons acte de ce que les nanotechnologies sont devenues un "problème public" dont de multiples acteurs se sont saisis ou peuvent encore se saisir de façon variée."*

Langue de bois. Ils reconnaissent que les critiques ont eu assez d'impact pour les obliger à revoir leur plan de com'.

*"Grenoble, métropole des nanotechnologies, est ainsi investie d'une responsabilité majeure. Elle doit devenir un pôle exemplaire pour la construction d'une maîtrise sociale de leur*

développement, au niveau régional, national et international."

Grenoble, capitale de l'acceptabilité. La "maîtrise sociale", c'est la maîtrise de la société.

*"Il est donc urgent de lancer des actions visant à renforcer les capacités de recherche et d'expertise des acteurs de la société civile. Il convient donc de mettre à disposition de ces associations à but non lucratif des dispositifs permettant un accès actif à la production des savoirs."*

Qui paie commande. Ou comment subordonner les associations pour en faire des relais d'opinion. Exemple : la FRAPNA, dont le directeur a été auditionné par PB Joly.

*"Recommandation 1.*

*Organiser une conférence de citoyens dans un délai de un an. La question posée pourrait être la suivante : "Est-il souhaitable de poursuivre le développement des nanotechnologies à vocation civile ou militaire, à Grenoble ? Si non, quelles autres priorités de recherche, si oui, selon quelles conditions et dans quelles directions ?" (...) Les médias locaux et nationaux seront associés à cette initiative afin d'en assurer une large publicité."*

Et comment, puisque la com' est l'objectif premier.

*"Recommandation 2.*

*Dans la phase de préparation de la conférence de citoyens, consacrer 2% du montant des investissements de la Métro en direction des associations font la demande, à l'instar de ce qui se fait à la Commission Nationale du Débat Public (CNDP)."*

On connaissait les surtaxes pour frais de publicité et de vol à l'étalage dans les supermarchés, voici la cotisation "débat" pour les projets en nanotechnologie. 2 % de surcoût démocratique à intégrer dans les budgets prévisionnels.

Contribution complémentaire de la Fondation Sciences Citoyennes Paris, septembre 2005 :

*"Seul membre associatif de ce groupe de travail et signataire du rapport auquel elle a activement contribué, la Fondation Sciences Citoyennes se félicite de ce rapport ainsi que des recommandations formulées."*

Créée en 2002, la Fondation Sciences Citoyennes aspire à devenir médiateur officiel entre les "citoyens ordinaires" et le pouvoir technoscientifique : en qualité d'experts, conseiller le Prince sur la bonne gestion des nuisances ; en qualité de contre-experts, éclairer les citoyens ordinaires sur les nécessités économico-scientifiques. Leur solution : "les conférences de consensus, un outil d'avenir" (in "Alertes Santé",

D. Benoit-Browaëys et A. Ciccollela, président fondateur de Sciences Citoyennes - Fayard, mai 2005).

Trouver le moyen terme entre les malfaiteurs et leurs victimes, voilà leur vocation.

Leur programme : l'accompagnement du désastre et surtout pas son éradication, qui les priverait de leur statut d'arbitre et de leurs sièges dans des groupes de travail tels que celui réuni par PB Joly (deux participants sur les 12 du groupe appartiennent à la fondation).

*"Comme d'autres membres du groupe de travail, nous avons été frappés par le "mode grenoblois" de décision politique, qui se caractérise par le poids d'un cercle restreint réunissant élite scientifique, industrielle et politique (dont les membres mélangent dans leurs parcours ces différentes casquettes) et qui promeuvent un scénario du développement local par la haute technologie ("Silicon Valley grenoblois")."*

La Fondation Sciences Citoyennes découvre la "capitale de la science et de la citoyenneté". On attend avec impatience que les représentants locaux de la fondation nous détaillent ce "mode grenoblois de décision" : qui, où, quand, quoi, comment, combien ? Le lecteur impatient se reportera au texte "Le laboratoire grenoblois", publié en mars 2002 sur [www.piecesetmainoeuvre.com](http://www.piecesetmainoeuvre.com).

*La proposition du groupe d'organiser une conférence de citoyens pour infirmer ou confirmer et infléchir le cours actuel du développement des nanotechnologies à Grenoble est une nécessité évidente. Un panel de citoyens lambda (donc non liés aux lobbies nano) travaillant la question apportera un courant d'air dans le système décisionnel opaque et incestueux Grenoblois. Ce sera aussi l'occasion pour les habitants de l'agglomération de reprendre en main le futur qu'ils veulent se construire : "Silicon Valley du nanocontrôle", "éco-développement" ou un scénario intermédiaire ?"*

Où l'on voit la fusion de la sociologie de l'acceptabilité (PB Joly, M. Callon) et de la science citoyenne. Etiquettes interchangeables : les représentants de la première pourraient adhérer à Sciences Citoyennes, quand ceux de la seconde pourraient se voir confier par La Métro une "mission de diagnostic et de recommandation".

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur  
[www.piecesetmainoeuvre.com](http://www.piecesetmainoeuvre.com)**